

REVUE DE PRESSE

2 juillet 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence



ACTUALITÉS

Des faux nus aux conséquences bien réelles

La création d'images hypertruquées sexuellement explicites chez les jeunes soulève des inquiétudes.

ANAIS DESJARDINS

La création de faux nus grâce à l'intelligence artificielle, en utilisant la technique de l'hypertrucage, ou deepfake, prend de l'ampleur dans les écoles secondaires du pays. Un phénomène aux lourdes conséquences sur les victimes, qui inquiète les acteurs du milieu. Dans une école secondaire de Montréal, des membres de la direction et des professeurs reçoivent les photos nues d'adolescentes de l'établissement. Elles ont été envoyées par des élèves de la même année. Les images sont à s'y méprendre. Elles semblent réelles à première vue. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ouvre une enquête. Le verdict tombe : les images ont été générées par intelligence artificielle à partir de photos habillées des victimes mineures. Mais les visages sont vrais.

Maya Alieh est sergente-détective et superviseure du module cyberenquête du SPVM. C'est son équipe qui a enquêté sur ce dossier il y a quelques années. L'évènement était en avance sur son temps, dit-elle. Mais depuis, de nombreux autres cas du genre ont été signalés dans les écoles. Et plusieurs experts sonnent l'alarme.

« Le phénomène se produit toujours de la même façon. J'ai eu un cas similaire cette année », souligne Maya Alieh.

Juste pour cette année, la policière s'attend pour le SPVM à environ 10 à 12 cas de faux nus créés par des adolescents et montrant une ou des adolescentes.

Le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE) remarque aussi une hausse des signalements au Canada. Au cours des 12 derniers mois, 4000 cas d'images hypertruquées sexuellement explicites de mineurs ont été rapportés, ce qui inclut des cas de pédopornographie, de sextorsion et de faux nus créés par des adolescents, selon le porte-parole René Morin.

Même constat au bureau du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Me Maxime Ouellette, procureur et instigateur du projet SEXTO mis en place en 2016, remarque qu'une « tendance s'installe ». Il y a 12 à 18 mois, il entendait peu parler de cas de faux nus entre ados.

Phénomène récent

Pour Me Ouellette et Me Joanny St-Pierre, aussi procureure au DPCP, les chiffres ne sont pas encore « alarmants », mais le phénomène l'est.

Je pense qu'on est vraiment à la veille [d'un phénomène] qui s'en vient en explosion, mais je ne suis pas convaincue qu'on le voit encore dans les cas d'enquête policière et les tribunaux.

Me Joanny St-Pierre, procureure au DPCP

Le phénomène est récent et les images ne sont pas toujours reconnues comme fausses. Si les images sont créées mais qu'elles ne sont pas signalées, les chiffres ne sont pas compilés.

« On a souvent l'image du gars un peu gêné dans son sous-sol, qui n'ose pas entrer en contact avec d'autres », mais c'est rarement le cas, explique Me St-Pierre. Selon les procureurs, il existe autant de raisons de créer ces images qu'il y a d'adolescents. Un adolescent pourrait télécharger des images de sa copine hypertruquées « pour rire » ; un autre, celle d'une camarade de classe pour la harceler ou l'intimider.

Les sites et les applications, souvent gratuits, permettant de créer ce type d'images se développent et se multiplient ; les restrictions encadrant les entreprises et l'éducation auprès des jeunes, non. « On rame à contre-courant des nouvelles technologies », souligne Mme Alieh.

Certains sites ou applications n'ont pas été créés pour l'hypertrucage. D'autres ont des pare-feu. Toutefois, la sergente-détective du SPVM estime que « les jeunes n'ont aucune difficulté à utiliser les sites ».

Selon René Morin, le phénomène actuel de faux nus dans nos écoles n'est pas sans rappeler celui du sextage à ses débuts, alors qu'il prenait de court les établissements scolaires.

De nombreuses conséquences

Anxiété, idées suicidaires, isolement, quête perpétuelle pour éliminer les photos nues sur le web : les conséquences sur les victimes sont aussi graves que si les photos étaient réelles.

Les images étant d'abord jugées réelles, la pression repose sur les épaules des victimes, explique Me St-Pierre. La prise en charge des victimes par les écoles ou la police peut prendre plusieurs jours, voire plusieurs semaines, et il y a de lourdes conséquences.

Si les faux nus correspondent à de la pornographie juvénile, les jeunes réalisent rarement que leurs actes ont une portée criminelle.

Julie Miville-Dechêne est sénatrice indépendante et instigatrice du projet de loi fédéral sur l'exposition des jeunes à la pornographie. Pour elle, la popularité du phénomène des faux nus auprès des adolescents est la conséquence directe de la normalisation de la pornographie.

Actuellement, aucune loi fédérale n'encadre l'hypertrucage photo, audio ou vidéo. Le projet de loi C-27 sur l'intelligence artificielle et le projet de loi C-63 sur les préjudices en ligne sont en première lecture à la Chambre des communes. Ces deux lois permettraient d'encadrer le phénomène.

Le Canada traîne la patte. La législation est nécessaire et c'est urgent.

La sénatrice Julie Miville-Dechêne, instigatrice du projet de loi fédéral sur l'exposition des jeunes à la pornographie

Laurent Charlin, professeur agrégé à HEC Montréal et titulaire d'une Chaire en IA Canada-CIFAR, reconnaît qu'il est essentiel de mettre en place des lois. Pourtant, il souligne que cela ne semble pas être suffisant puisque les pays n'ont pas toujours la capacité de les mettre en

œuvre et de poursuivre les entreprises fautives. « Pendant longtemps, on ne pensait pas à une intelligence artificielle éthique ou à des garde-fous », explique-t-il.

Le meilleur moyen de faire face au phénomène des faux nus est de sensibiliser les jeunes aux nouvelles technologies et à leur impact. « En 2024, on devrait s'assurer de la sécurité numérique de nos enfants comme quand on leur apprend à nager », croit Me St-Pierre.

PRÉVENTION ET CONSEILS

Comment éviter que les adolescents créent de faux nus ou en soient victimes ? Voici les conseils de la sergente-détective Maya Alieh, du SPVM, et de Me Maxime Ouellette et Me Joanny St-Pierre, procureurs du DPCP.

Mesures de prévention

Limiter son exposition en ligne et les photos de son visage (avoir recours à un filtre social pour déterminer qui peut accéder à son profil et visionner ses publications).

Dans l'incertitude, analyser les détails d'une photo pour tenter d'y déceler la présence d'aberrations et d'anomalies.

Ne pas partager d'images qu'on n'a pas prises puisqu'on n'en connaît pas la source.

Ne pas envoyer de photos intimes de soi, même à un amoureux.

Conseils aux parents

Rappeler aux jeunes qu'ils sont responsables de leurs actions en ligne au même titre que dans la vie réelle.

Parler à ses enfants des risques et des conséquences de la création d'images hypertrucquées représentant d'autres élèves, notamment dans un contexte sexuel. Les conséquences sont criminelles.

Recevoir avec bienveillance une victime si elle se confie sur les faux nus ou l'hypertrucage dont elle a fait l'objet.

Communiquer avec l'école et la police lorsque l'on connaît une victime de faux nus ou d'hypertrucage pour qu'une enquête soit ouverte et pour être dirigé vers les bonnes ressources.



Hausse de la violence au Québec

Nous avons les données, exploitons-les

J'ai passé une grande partie de ma carrière à étudier les tendances de la criminalité et à expliquer les importantes baisses de la violence qui ont suivi les tumultueuses années 1970.

MARC OUIMET Professeur de criminologie à la retraite

Parmi les grandes explications de la baisse de la criminalité entre 1980 et 2010 se trouvent les facteurs tels que la démographie (moins de jeunes), l'économie (plus d'emplois pour les jeunes adultes), les activités routinières (plus de temps passé à la maison devant un écran), l'éducation (plus de jeunes investis dans les programmes scolaires), la pharmacologie (l'arrivée de nouveaux antidépresseurs), le changement de valeurs sociales (une augmentation de la tolérance et de la compassion envers ses proches), le déploiement de traitements plus ciblés et efficaces des clientèles de justice (gestion de la colère, toxicomanie), une plus grande dénonciation des violences familiales ou sexuelles, la disparition progressive de l'usage de l'argent liquide et la baisse du coût d'achat du matériel électronique et des outils rendant les cambriolages moins attrayants.

Aussi, les développements spectaculaires des technologies ont certainement contribué à la baisse de la criminalité : le déploiement de milliers de caméras de surveillance, les avancées en termes d'ADN, l'accès aux données en temps réel par les policiers lors d'interventions, le suivi de nos déplacements et activités via nos téléphones, etc.

Plus de traces indélébiles équivalent à des risques d'appréhension plus élevés, donc à une baisse du crime.

Or, depuis quelques années, des sondages et articles de journalistes nous indiquent une préoccupation croissante de la population sur son sentiment de sécurité. Et les statistiques officielles de Statistique Canada reflètent bel et bien une hausse importante de la violence au cours des dernières années. La figure suivante que nous avons élaborée illustre les tendances des différentes formes de criminalité violente au Québec au cours des neuf dernières années, 2013 agissant comme point de référence.

Nous avons omis les tendances pour le vol qualifié, qui est le seul crime violent qui a diminué (de 33 %), baisse qui s'explique par l'abandon progressif de l'usage de l'argent liquide, tant chez les citoyens que dans les commerces.

Toutes les formes de crimes violents augmentent depuis 2016 et on peut voir que la hausse était amorcée avant les années 2020-2021, ce qui jette un doute sur l'explication « pandémie » de la hausse.

Depuis 2013, la possession d'armes prohibées a augmenté de 13 %, le harcèlement et les menaces, de 23 %, l'extorsion et l'entrave à la liberté ainsi que les voies de fait, de 28 %, les homicides, de 47 % et les agressions sexuelles ainsi que l'usage d'armes à feu (déployer, pointer ou décharger), de 93 %.

Il est à noter que les tendances en termes de nombre absolu de crimes montrent des hausses encore plus importantes (soit 21 % pour les armes, 32 % pour le harcèlement, 37 % pour les voies de fait et l'extorsion, 57 % pour les homicides et 107 % pour les agressions sexuelles et l'usage d'armes à feu).

Les causes

Mais comment peut-on expliquer une telle hausse de la violence ? D'une part, la littérature scientifique sur la nouvelle hausse, d'ailleurs observée au Canada anglais et aux États-Unis, est famélique. D'autre part, les données collectées par les policiers sur les événements criminels permettraient au moins d'identifier pour quel genre de personnes, dans quel genre de situation, on observe des hausses importantes. Les données sont disponibles, il faut juste les exploiter. Or, ce travail d'analyse fine n'est fait par personne. D'ainsi connaître les situations en hausse permettrait d'envisager des solutions ; juste parler de logement ou d'inflation ne changera rien à la hausse tant qu'on ne peut diagnostiquer le problème.

Quelles seraient les hypothèses explicatives ? Pour moi, il est peu probable que l'usage de la violence soit plus fréquent d'année en année dans l'immense majorité de la population.

Le scénario le plus probable est qu'il y ait eu un rapide accroissement du nombre de personnes qui se retrouvent à vivre en marge de la société.

Les raisons possibles d'un passage « en marge » sont multiples, mais ont sûrement à voir avec l'exclusion économique et l'inflation, peut-être l'immigration, mais surtout avec une croissance de l'abus de substances et des problèmes de santé mentale. En particulier, l'arrivée récente des drogues opioïdes synthétiques comme le fentanyl vient changer la donne.

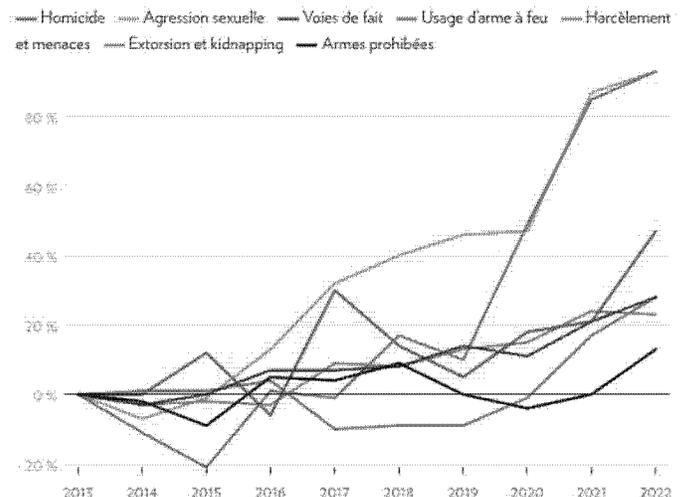
Les solutions

Que pourrions-nous faire ? Bien sûr, il faut améliorer les services de dernier recours offerts aux citoyens en difficulté, augmenter l'offre de logement social et offrir un accès plus facile aux soins en toxicomanie et en santé mentale. Mais il faut aussi agir avec les nombreuses personnes qui sont réfractaires à l'intervention – qui refusent toute forme d'aide et de traitement – et qui commettent des gestes violents, le plus souvent à l'égard d'autres personnes en difficulté.

L'action passe par une redynamisation des services de police (donner les moyens aux policiers d'agir), par un recadrage du rôle de la Commission d'examen des troubles mentaux et par un usage plus approprié des tribunaux criminels et des services correctionnels (qui d'ailleurs montrent des étonnantes baisses des populations carcérales au cours des dernières années).

Il est peut-être aussi temps de revoir le sacro-saint principe qui veut que la personne doive accepter le traitement qu'on lui offre ; entre l'époque « Saint-Jean-de-Dieu » et la situation actuelle rue Sainte-Catherine dans le village, il y a peut-être un juste milieu. Il n'en reste pas moins qu'il faut agir énergiquement pour endiguer ce nouveau phénomène qui crée de l'insécurité chez des milliers de citoyens, surtout chez ceux qui vivent dans des milieux économiquement défavorisés. Et cette nouvelle tendance lourde de la violence, si rien n'est fait, risque bien de perdurer.

Variation du taux de crimes violents au Québec



Source : Statistique Canada

LA PRESSE

Class action authorized against ex-principal, EMSB

T'CHA DUNLEVY

A Quebec Superior Court judge has authorized a class-action lawsuit against the English Montreal School Board and a former Montreal school principal over allegations by former students of sexual assault.

The class-action lawsuit application had been filed in 2023 by lawyers representing former students of FACE, Victoria School and Lachine High School who allege they were sexually abused as minors by Phillip Hart Baugniet while he taught or was principal at the schools from the late 1960s through 1991.

The lawsuit seeks over \$16 million in damages and interest.

"We're very happy," said Pierre Boivin of Kugler Kandestin, one of the lawyers behind the lawsuit. "All the victims will now be able to take for granted that this is a serious case that is worth bringing to trial. All victims or people with information can communicate with us in total confidence and confidentiality. We can now move forward with this very important file

of someone who, despite appearances and despite all the prestige he had according to the functions entrusted in him, assaulted with impunity probably hundreds of innocent victims, children, over decades."

The lead plaintiff in the lawsuit, who goes by the initial C, describes in the original court filing being sexually abused by Baugniet when he was in Grade 2 on a weekend FACE school trip to Baugniet's farm with approximately 40 other students, during the 1988-89 school year.

The allegations included in the class-action lawsuit have not been proved in a court of law.

Baugniet, who co-founded FACE school, is also facing multiple criminal charges in Ontario and Quebec concerning alleged sexual offences against former students.

The incidents in Ontario, which The Gazette previously reported on, are alleged to have occurred during the 1970s, '80s and early '90s while Baugniet was principal at FACE and Victoria School and had a farm in Lunenburg, about 20 kilometres west of Cornwall.

The students travelled to the location on several occasions during this time. The charges, filed under the Criminal Code from 1970, include multiple counts of indecent assault on a male; buggery; intimidation — use of threats or violence; sexual assault on a person under 16 years of age; sexual assault; and sexual interference.

The two charges in Quebec, of indecent assault on a male person and gross indecency, concern events alleged to have occurred

between 1969 and 1971 while Baugniet taught at Lachine High School. These charges are being merged with those in Ontario, it was announced at the Montreal courthouse on Friday.

The identities of the alleged victims in the class-action lawsuit and the criminal cases are protected by a publication ban.

EMSB spokesperson Michael Cohen said he could not comment on the class-action lawsuit application being authorized as the case is before the courts.

"It's important to note (these allegations) occurred prior to the establishment of the EMSB, at another school board," Cohen said, referring to the Protestant School Board of Greater Montreal, which was folded into the EMSB in 1998. "We're the fiduciary.

"Needless to say, we become responsible as the fiduciary. ... We have to respect the judicial process."

Baugniet, 81, resides in Victoria, B.C. His lawyer did not immediately respond to a request for comment.

For more information on the class-action lawsuit, call 514-878-2861 or visit kklex.com.

tdunlevy@postmedia.com

twitter.com/TChuDunlevy





QUESTION DE LEADERSHIP

Femmes à la rescousse de la pénurie en métallurgie

ISABELLE DUBÉLA PRESSE

Cette semaine, Marie-France Charbonneau, directrice générale du Comité sectoriel de main-d'œuvre de la métallurgie du Québec (CSMO-Métallurgie), répond à nos questions sur le leadership.

L'autobus *Les Industrielles* : Les femmes dans les métiers des métaux au Québec prendra les routes du Québec jusqu'en décembre 2025. Comment se sont passés vos premiers arrêts jusqu'à présent ?

Je vous dirais qu'on a eu un accueil largement au-delà de nos espérances. On est allé au Festival MURAL à Montréal et au Festival Eurêka ! à l'île Sainte-Hélène, un festival à caractère scientifique qui s'adresse aux élèves et aux familles. On se rend compte qu'au fond, beaucoup de gens sont intéressés par les sciences. Les adolescentes posent des questions et les femmes qui souhaitent faire une réorientation de carrière, aussi. À la fin de l'été, lorsque l'école va recommencer, on va aller rencontrer de jeunes femmes qui sont dans les centres de formation, dans les cégeps et dans les universités dans les différentes régions du Québec. À cela s'ajoute une campagne sur Instagram, TikTok ou encore les réseaux sociaux plus traditionnels. On la diffuse sur le site pasdemetalpasde.com.

L'industrie de la métallurgie est-elle encore dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre ?

Oui, et on souhaite en profiter pour intégrer plus de femmes. On veut les sensibiliser aux professions du secteur de la métallurgie et du secteur des métaux et faire connaître les voies de formation qui mènent à ces secteurs-là. Il y a encore des préjugés qui existent. On pense souvent que ce sont des métiers qui sont destinés majoritairement aux hommes, mais non, c'est possible pour les femmes et pour les filles. En plus, ces emplois sont mieux rémunérés que plusieurs traditionnellement féminins. On a besoin d'opératrices, de techniciennes en métallurgie, ingénieures métallurgistes et des matériaux, ingénieures chimiques, physiques et électriques. Il y a aussi tous les métiers liés à l'entretien industriel, électromécaniciennes...

Avez-vous une cible précise à atteindre ?

Non, mais on souhaite augmenter leur présence. Pour la métallurgie, on parle d'à peu près 18 000 emplois en tout et les femmes représentent 8 % des emplois dans le secteur. On trouve qu'on pourrait faire mieux. On peut atteindre 10 à 12 %. Il y a un consensus au sein de l'industrie et c'est comme ça qu'on a mis sur pied cette campagne. On s'est mobilisés pour voir comment on pouvait être plus attractifs auprès des femmes. Les filles et les femmes qui ont envie d'être dans l'action pourraient être clairement interpellées par notre industrie. On cherche des personnes qui ont un intérêt pour le travail manuel, qui sont astucieuses, qui aiment résoudre des problèmes en équipe, sur le plancher. On est convaincus qu'il y a autant de femmes que d'hommes qui peuvent être interpellés par ça. On remarque que plusieurs femmes en réorientation de carrière avaient opté pour un travail assis derrière un bureau qui ne leur plaît pas. Nous, on offre de l'action. Certaines femmes se sont découvert une véritable vocation.

Dans le dernier rapport de diagnostic sectoriel, l'industrie métallurgique indiquait vouloir accélérer sa contribution à la lutte contre les changements climatiques. Où en est-on ?

Comme le mentionne la campagne, pas de métal, pas d'internet, pas de piles, de prothèses médicales. Les métaux sont à la source des progrès technologiques. La

métallurgie joue un rôle crucial dans le développement des nouvelles sources d'énergie et des technologies, qu'on pense à la filière batterie ou aux éoliennes. La modernisation des équipements va jouer un rôle majeur. Sans oublier que le Québec a une longueur d'avance en produisant la métallurgie la plus durable à l'heure actuelle avec l'hydroélectricité.

Un projet d'art participatif à l'école St-Jean-Baptiste avec l'artiste Thibaut Quinchon



Courtoisie Thibaut Quinchon

Grâce au soutien financier du Ministère de la Culture et des Communications et leur programme *Une école accueille un artiste*, l'artiste Thibaut Quinchon a réalisé, depuis le mois de janvier, plusieurs ateliers de créations avec des élèves de l'école St-Jean-Baptiste.

Les participants ont été amenés à se questionner sur les particularités du paysage sonore de leur village. En quoi est-il différent des villages alentour et même d'autres régions du monde ? À travers ces réflexions, ils sont amenés à poser un regard nouveau sur une certaine forme de patrimoine et à réfléchir à leur environnement quotidien.

Une série d'exercices et de discussions ont ainsi fait ressurgir quelles sonorités sont plus ou moins appréciées par les enfants du village. On peut noter l'utilisation du jeu Mon Paysage Sonore de l'association française PÉPaSon, l'utilisation d'enregistreurs sonores portables pour réaliser leurs propres enregistrements ou encore l'écriture de textes en lien avec le paysage sonore.

En plus de l'aspect sonore, une section d'art visuel a également été mise en place. Avec l'aide de l'historien Gilles Rivest, plusieurs photos anciennes de Saint-Michel-des-Saints en noir et blanc ont été colorisées par les élèves. Ils ont été amenés à utiliser des feutres sur un acrylique posé par-dessus les photos. Par la suite, Thibaut Quinchon a scanné les coloriages afin d'ajouter des traitements numériques et ainsi créer des œuvres nouvelles qui utilisent comme matière première des photos d'archives du village. Par comparaison, cette activité a permis aux participants d'imaginer comment les modes de vie, et par ricochet le paysage sonore, se sont transformés au courant des dernières décennies.

Le résultat de ce travail donne naissance à un microsite disponible en ligne dans lequel on retrouve les créations visuelles sélectionnées par les élèves sur lesquelles sont apposés des objets interactifs qui permettent d'écouter leurs enregistrements ou de lire les textes qu'ils ont écrits au cours des ateliers.

Ce projet est une œuvre collective coordonnée par l'artiste **Thibaut Quinchon**. Elle a été initiée par l'école **St-Jean-Baptiste**, à Saint-Michel-des-Saints, par le biais de l'enseignante **Isabelle Malo** et de son directeur **René Beuparlant**. Notons également la collaboration importante de l'enseignante **Évelyne Beauséjour**.

Cette création est le fruit d'une réflexion sur le paysage sonore comme reflet de notre culture et de notre territoire. Par la réalisation d'enregistrements sonores et d'écritures de textes, les élèves se sont questionnés sur les sonorités qui les entourent au quotidien.

L'œuvre n'aurait pu exister sans la recherche et la sélection de photographies d'archives de l'historien **Gilles Rivest**, source d'inspiration pour les élèves qui ont participé activement à la colorisation afin de réaliser les créations visuelles que vous pouvez contempler dans ce parcours numérique.

Nous remercions chaleureusement le **ministère de l'Éducation du Québec** pour son soutien financier à travers le programme Une école accueille un artiste.

Cour de l'École alternative Harricana embellie par les élèves



Guylaine Beauchemin



Les élèves de l'École alternative Harricana ont mis la main à la pâte pour réaliser un projet d'envergure qui était d'embellir la cour de l'école.

Le 21 juin dernier, les élèves de l'École alternative Harricana nous faisaient visiter l'ensemble des créations qu'ils ont effectuées avec l'aide et la supervision des adultes.

« On a un projet depuis 2 ans je dirais, un projet collectif où est-ce qu'on met en valeur la part de tout le monde. Donc la part des élèves, la part des membres du personnel, des parents aussi qui vont s'engager dans ces projets là, puis ce sont des projets dans le fond qui diffère. L'année passée c'était vraiment l'organisation d'une journée au Chenil du chien loup. Donc tout le monde avait participé. Mais cette année, c'est vraiment exceptionnel parce que c'est un projet d'embellissement de la cour d'école et c'était un projet qui se passait sur l'ensemble de l'année. », explique Line Gagnon, directrice de l'École alternative Harricana.

Pont suspendu

Le projet des 3e année était de construire un pont en bois suspendu afin que tous les élèves puissent l'utiliser lors de la récréation. Plusieurs défis ont ralenti la poursuite de ce projet, cependant ils ont persévéré jusqu'au rendu final.

Station d'eau

Une autre classe d'élèves a élaboré une station d'eau qui récupère l'eau de pluie. Ce projet de station d'eau a été lauréat lors de la semaine d'OsEntreprendre 2024.

Forêt nourricière

La classe des Zèbres s'est affairée à concrétiser une forêt nourricière qui permet de nourrir la communauté local durant l'été.

« Le résultat, on est vraiment parti de rien. On a appris, on a réussi à, même si on avait un sol qui se drainait lentement, on a réussi à arranger ça, on a vraiment beaucoup travailler fort », répond Edouard, élève de la classe des Zèbres.

D'autres projets ont été conçus également comme des cabanes à oiseaux, un chemin de dalles, un croque-livres et des décorations d'abeilles dans l'arbre au devant de l'école.

Les jeunes sont fiers de leurs implications dans ce projet d'embellissement de la cour de l'École alternative Harricana.

46,5 millions de dollars pour l'école Lucille-Teasdale



Photo: FM 103,3

Audréanne Gariépy

Le Centre de services scolaire Marie-Victorin (CSS Marie-Victorin) procède à une pelletée de terre pour souligner l'agrandissement de l'école Lucille-Teasdale cet après-midi, à Brossard.

Une contribution de plus de 46,5 millions de dollars du gouvernement du Québec afin de répondre à la demande croissante des places au secondaire.

Ce nouvel espace, disponible à compter de l'automne 2026, offrira plus de 500 places-élèves supplémentaires, onze salles de classes, deux studios de performances, une zone dédiée aux présentations artistiques ainsi que quatre laboratoires pour la créativité et sciences.

En plus de toutes ses nouvelles installations, 325 arbres seront plantés entre le parc écologique des Sansonnets et le boiser du parc Sorbonne ainsi qu'un potager.

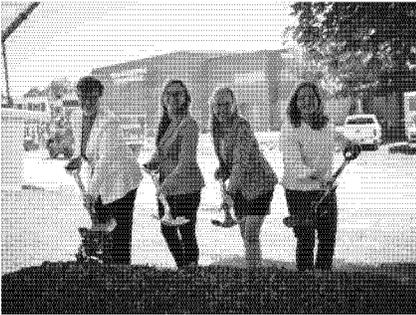
De son côté, Linda Caron, députée de Lapinière réitère que d'autres écoles ont aussi des besoins tel que l'école secondaire Antoine-Brossard.

Le dossier d'affaire est déjà en procédure, « mais les besoins sont criants » explique-t-elle.

Le projet est conçu par la firme d'architecture COEX, qui rénovera la piscine existante en vue de la transformer en plateau sportif.

Agrandissement de l'école Lucille-Teasdale : c'est parti !

Par Ali Dostie



Linda Caron, députée de Lapinière; Gaëlle Absolonne, directrice générale du CSS Marie-Victorin; Isabelle Poulet, députée de Laporte; Doreen Assaad, mairesse de Brossard. (Photo: Gracieuseté)

L'agrandissement de l'école secondaire Lucille-Teasdale à Brossard ajoutera 500 places-élèves à la capacité d'accueil de l'établissement, dès la rentrée 2026. Les travaux ont été officiellement lancés lors d'une pelletée de terre, le 28 juin.

Onze salles de classe, deux studios de performance, une zone consacrée aux présentations artistiques et quatre laboratoires de créativité et sciences seront construits. Des espaces de collaboration, une salle de classe en plein air et une zone d'entraînement sportif seront aussi aménagés.

La piscine existante deviendra un plateau sportif polyvalent.

Conçu par la firme d'architecture COEX, le projet bénéficie d'un soutien financier de 46,5 M\$ de Québec.

Le Centre de services scolaire Marie-Victorin prévoit également une refonte du stationnement et du débarcadère, ainsi que l'ajout d'une zone d'attente couverte et des abris-vélos.

L'agrandissement vise à répondre à la hausse de la demande pour des places au secondaire à Brossard.

«Il est primordial de nous assurer que tous les enfants aient la possibilité d'étudier à proximité de leur résidence afin de favoriser leur sentiment d'appartenance, d'autonomie et de sécurité, a commenté la mairesse Doreen Assaad. Sans oublier qu'une école de quartier encourage les déplacements actifs et facilite l'organisation familiale.»

Rappelons que l'agrandissement de l'école Lucille-Teasdale ne fait pas que des heureux. Des citoyens résidant à proximité déplorent que la nouvelle annexe sera construite à proximité de leur cour.

Un programme estival de basketball inclusif en Mauricie

Katy Cloutier

La passion d'un entraîneur, jumelée à la popularité croissante du basketball, a mené à la mise en place d'un programme estival pour permettre aux joueurs de pratiquer leur sport pendant la saison estivale.

Jouer au basketball tout l'été : c'est maintenant possible en Mauricie grâce au projet initié par Louis Hamel-Boisvert. Elite Hoops Mauricie rassemble des jeunes de troisième année à cinquième secondaire de partout en région.

La demande était forte, avoue celui qui a décidé de prendre les choses en main. Ça vient d'un désir que j'avais de plusieurs parents d'organiser du basketball structuré pour les jeunes, parce que pour beaucoup, une fois que la saison de basket scolaire se termine au mois d'avril, ils n'ont pas d'autres offres de baskets structurées, explique l'entraîneur.

Même si des camps hebdomadaires ou dans certaines écoles existent, c'est souvent en vase clos ou sans possibilité de jouer des matchs, croit-il.

Il y en a beaucoup qui ont vécu la COVID-19, qui ont été deux ans enfermés, qui n'ont pas eu accès à du sport d'équipe. Les jeunes, ce qu'ils veulent, c'est faire partie d'une équipe.

Une citation de Louis Hamel-Boisvert, entraîneur et instigateur, Elite Hoops Mauricie

Des équipes, il en a formé pour l'été. Jusqu'en août, les quelque 200 participants, regroupés en 16 équipes, s'entraînent chaque semaine. Ils ont aussi l'occasion de disputer des matchs hors-concours ou des tournois. Au départ, Louis Hamel-Boisvert croyait attirer moins de 100 jeunes et former 8 équipes. Ils sont finalement plus du double à s'être inscrits. Même si son projet porte le mot élite dans son nom, il ne veut pas faire de l'élitisme. On s'est donné comme mandat de prendre tout le monde, précise-t-il. Tu veux jouer au basket? On va te faire jouer au basket.

La demande de basketball est immense en Mauricie. Les jeunes veulent en faire.

Une citation de Louis Hamel-Boisvert, entraîneur et instigateur, Elite Hoops Mauricie

Parmi les jeunes, Aymane Chraibi, 15 ans, de l'école secondaire des Pionniers, s'est inscrit pour développer des habiletés. Pendant la saison je n'étais pas le meilleur de mon équipe, avance-t-il. J'ai décidé de faire ce camp pour devenir meilleur et pouvoir montrer à mes coéquipiers dans mon équipe et à mes coachs que je pouvais m'améliorer.

Actualités locales

Un dîner arc-en-ciel pour célébrer la diversité

Par Tania Di Sei, La Voix de l'Est

L'organisme Divers-Gens, qui s'adresse particulièrement aux jeunes de 6 à 25 ans, a organisé samedi midi un dîner «arc-en-ciel» au parc Miner afin de célébrer la diversité.

C'est dans le cadre du mois international de la fierté que les organisateurs veulent briser les tabous et que cette activité a été organisée.

«Le premier but est de se rassembler et de pouvoir donner aux communautés locales un endroit dans leur région sans être obligé d'aller à Montréal», explique Cédric Champagne, coordonnateur chez Divers-Gens.

Cette activité a permis aux jeunes de célébrer, de se rassembler et de briser l'isolement. Elle a permis aussi de faire de la sensibilisation envers la population curieuse qui s'est arrêtée pour avoir de l'information. Un dîner pizza était à l'honneur et un jeu gonflable était sur place puisque cet événement était axé sur la famille.

Plusieurs personnes étaient présentes dont Emily et Ari qui apprécient particulièrement des moments où elles peuvent se sentir en sécurité et en bonne compagnie.

«Je me sens plus confortable à Granby grâce à ça. De venir à des événements comme ça c'est rafraîchissant», mentionne Emily.

«Ça faisait plusieurs années qu'on faisait ça avec le JAG donc c'est le fun que Divers-Gens ait repris. On ne pouvait rien faire sans un organisme qui nous aidait ou qui nous appuyait faque on est pas mal content!», ajoute Ari.

Organisme

Divers-Gens est un organisme de lutte, de sensibilisation et d'éducation envers les enjeux de la diversité sexuelle et la pluralité des genres.

Il est possible d'avoir un suivi individuel ou de l'accompagnement pour les familles. L'organisme offre également des groupes de discussions et fait de la prévention dans les écoles.

Selon M. Champagne, il ne croit pas qu'il y a plus d'homophobie ou de transphobie qu'auparavant, mais il croit qu'elle est plus visible.

«Je pense qu'avant les gens ne se sentaient pas à l'aise de dire haut et fort qu'ils n'aimaient pas les personnes gaies ou lesbiennes ou trans mais aujourd'hui quand ils voient un président ou un chef de parti endosser ce genre de discours, ça donne un petit appui pour tenir ces discours-là.»

— Cédric Champagne, coordonnateur chez Divers-Gens

En 2019 M. Champagne donnait une conférence en disant que l'homophobie était présente en ligne et en 2021, il en a donné une avec des professeurs parce qu'ils avaient peur que la situation dégénère.

L'évolution est encore présente en 2024.

Mission

La mission de l'organisme s'est élargie puisqu'il y a eu une hausse des demandes. Auparavant les services étaient offerts pour les personnes âgées de 14 à 25 ans mais il y avait de plus en plus des demandes d'accompagnement pour les jeunes de 6 à 8 ans.

«Ça commence jeune et les questionnements commencent jeunes. La science nous démontre que dès l'âge de 3 ou 4 ans, un enfant est capable de savoir c'est quoi un homme, c'est quoi une femme et de s'y représenter», précise M. Champagne. Il ajoute également que la pandémie a joué un rôle important sur le climat social et sur la tolérance de la population.

«J'ai parlé avec des professeurs et une partie du cerveau n'a pas développé l'empathie donc on a toute une génération qui n'a vu personne et qui a été stressée à cause des mesures donc elles n'ont pas développé cette empathie-là de se mettre à la place des autres.»

Divers-Gens compte bien organiser d'autres activités au cours de l'année afin de continuer sa mission qui est l'éducation et la lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Éducation

Amers, des parents du secteur Aylmer n'en démordent pas

Par Daniel LeBlanc, Le Droit

multiples demandes d'accès à l'information, plaintes au Protecteur régional de l'élève et à la Commission d'accès à l'information du Québec, interpellation du cabinet du ministre de l'Éducation, plaintes à l'ombudsman de la Ville de Gatineau: un groupe de parents du secteur Aylmer ne compte pas abdiquer dans la bataille qu'il mène depuis l'automne contre les autorités scolaires.

En octobre dernier, les parents d'une soixantaine d'élèves de l'école des Cavaliers qui habitent à environ 400 mètres de l'établissement – un sentier qui s'avère une ancienne rue fermée à la circulation et qui n'est pas officiellement reconnu comme corridor scolaire sépare leur pâté de maisons de l'école – ont appris non sans stupéfaction que leurs enfants seraient transférés à l'école des Rapides-Deschênes en raison de modifications au bassin de fréquentation. Des modifications rendues nécessaires, entre autres, par la surpopulation anticipée à l'école qui date de 2015 et l'ouverture à la prochaine rentrée d'une nouvelle école primaire (037) deux kilomètres plus loin en bordure du Club de golf Gatineau.

Déplorant se retrouver devant une sorte de fait accompli, les parents déploraient aussi l'automne dernier qu'en plus de ce changement de bassin, le transport scolaire ne serait pas offert aux enfants pour se rendre à l'école des Rapides-Deschênes puisque l'itinéraire était jugé a priori sécuritaire par le Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO), chose que réfutait avec véhémence le voisinage. L'absence de trottoir, une courbe trop prononcée et le manque de visibilité étaient entre autres cités.

Pour justifier cette modification de bassin de fréquentation accueillie «comme une claque dans la face» par les parents concernés, l'organisation avait alors spécifié au Droit qu'elle avait appris au tout dernier instant par un citoyen qu'un secteur situé au nord du chemin d'Aylmer (chemin Morley-Walters) avait été reconnu comme un corridor scolaire officiel par la Ville de Gatineau. Le CSSPO s'était alors vu forcer de changer ses plans. «Nous n'étions pas au courant, on ne nous avait pas mis dans le coup, avait à l'époque spécifié la directrice

générale Nadine Peterson. Nos prévisions pour notre projet initial venaient d'achopper, car nous n'avions pas cette donnée-là. Ça nous a joué un vilain tour.»

D'innombrables démarches depuis des mois

Tout au long de l'année scolaire qui vient de s'achever, ce groupe de parents, qui habitent majoritairement les rues Félix-Leclerc et Jean-Gascon, ont talonné le CSSPO, en quête de réponses à leurs questions. Se disant prêts «à se battre jusqu'à la fin», ils ont aussi entamé différentes démarches en parallèle, notamment en portant plainte au Protecteur régional de l'élève, qui aurait, selon eux, formulé huit recommandations.

Dès le début des procédures, des demandes de dérogation visant à demeurer à la même école en 2024-2025 ont été formulées pour un total de 43 élèves, procédure qui a été acceptée pour 40 d'entre eux, spécifie le regroupement.

Or, comme une telle demande doit être répétée chaque année et que la réponse dépend de l'évolution de la clientèle, il ne s'agit que d'une demi-victoire, pensent les parents, qui ne comptent pas abdiquer de sitôt.

«Rapides-Deschênes est déjà en surplus avec nos enfants en deuxième et troisième cycles, il n'y a déjà plus de place, alors ils nous ont accordé l'approbation pour la demande de changement d'école. Pour nous faire plaisir, ils nous ont tous accepté à des Cavaliers, sauf les trois enfants qui sont au premier cycle, où il n'y a pas de surplus, clame Amanda Assi, mère de famille. Ça vient à l'encontre de tout ce qui nous a été dit depuis le début. L'édifice Notre-Dame (qui doit éventuellement faire l'objet de rénovations majeures) n'est même pas fermé encore et déjà il y a un surplus. On a un gros problème.»

«Juste la pointe de l'iceberg»

La Gatinoise renchérit en disant que le groupe s'est fait dire «de façon polie» par le centre de services scolaire que ces dérogations ont été accordées «pour (les) faire taire».

«Elle n'est pas gagnée, notre bataille, c'est juste la pointe de l'iceberg, car ils disent que c'est juste pour cette année, on devra faire la demande chaque année. Le CSSPO tente de faire croire que notre problème est réglé pour de bon», dénonce-t-elle.

Autre incohérence selon le groupe: le Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) serait venu contredire les prétentions du CSSPO en concluant que le trajet vers l'autre école (Rapides-Deschênes) n'est pas sécuritaire. Le service d'autobus matin et soir pour ce petit nombre d'élèves coûterait 40 000\$ par an, selon la réponse obtenue par les parents à une demande d'accès à l'information.

«C'est à se demander où est le gros bon sens, quand on pense qu'on marche pour aller à Cavaliers (l'école actuelle des enfants)», note Mme Assi.

C'est sans compter le fait que des données fournies aux parents indiquent que la nouvelle école 037 ne dépassera pas 50% de sa capacité d'accueil durant les cinq premières années après son ouverture.

Recommandations

Les parents affirment que le Protecteur de l'élève recommande notamment au CSSPO «de revoir les modalités de communication avec la Ville de Gatineau dans le but de s'assurer que les informations pertinentes aux décisions prises par les instances de gouvernance scolaire soient disponible en temps opportun». L'organisation recommanderait aussi au CSSPO de discuter avec l'administration municipale des moyens à prendre pour améliorer la sécurité sur le chemin Robert-Stewart advenant que des enjeux de sécurité soient décelés.

Continuant en parallèle de s'interroger sur les raisons de ne pas lui octroyer un statut de corridor scolaire, le regroupement réitère que le sentier est déneigé, déboisé et qu'à partir de la fin de la rue Félix-Leclerc, on peut y apercevoir l'école et le chemin d'Aylmer, surtout lorsque la météo est clémente.

«Les critères, on y répond. La conseillère municipale (Anik Des Marais), qui se bat aussi pour nous, nous a demandé de faire une plainte à l'ombudsman de la Ville. On a fait aussi plusieurs demandes d'accès à l'information. [...] La demande de corridor scolaire (au nord du chemin d'Aylmer) a été accordée en un mois, explique Mme Assi. Et en 2018, une analyse sur Morley-Walters avait révélé que (le chemin) Castelbeau était très dangereux. Ce l'est encore, les enfants le traversent.»

Une majorité des élèves marcheurs de ce secteur sont d'ailleurs reconduits à l'école en voiture par leurs parents, souligne Amanda Assi pour appuyer ses propos.

D'autres corridors scolaires, par exemple près du parc de la Gatineau pour l'école Jean-de-Brébeuf, dans le secteur Hull, sont pourtant aussi boisés et plus longs, signale le groupe.

Une difficile quête de réponses?

Mais au-delà de la responsabilité de la Ville, ces parents ont plusieurs reproches à faire au CSSPO concernant la gestion de ce dossier depuis neuf mois. Ils ont eu plusieurs contacts avec le ministère de l'Éducation depuis ce printemps pour décrire la situation qui les irrite.

«C'est une série d'irrégularités par dessus irrégularités et c'est comme si chaque fois, ils se justifient avec de nouvelles raisons. Nous, on arrive avec des preuves, des copies de lettres. [...] À la fin d'une réunion avec le CSSPO, on nous a demandé si on allait entamer une poursuite. Pourquoi on nous demande cela? C'est un peu étrange, soutient la porte-parole du groupe. Nous, on continue. On demande des correctifs, on demande des clauses grand-père qui viendront protéger nos enfants, pour qu'ils terminent leur parcours à notre école», décrit la mère de famille.

Cette demande, affirme-t-elle, leur a été refusée sous prétexte que la construction de logements à proximité de l'école n'est pas terminée, si bien que la population du bassin de l'école est fort probablement appelée à continuer de croître dans les années à venir. Parmi les multiples demandes d'accès à l'information qui ont été formulées au CSSPO par les parents, certaines sont restées lettre morte, d'autres ont fait l'objet d'un refus, si bien que le groupe dit avoir porté plainte à quelques reprises au Commission d'accès à l'information du Québec. On cite aussi l'exemple d'une demande formulée pour obtenir l'enregistrement d'une réunion en novembre dernier, demande à laquelle le CSSPO avait d'abord répondu qu'il demandait à se prévaloir des 10 jours ouvrables de plus que les 20 exigés par la loi pour fournir une réponse. Or, au bout des 30 jours, on leur aurait répondu que l'enregistrement avait été effacé, prétendent les parents.

«On compte se battre jusqu'à ce que le plan A soit restauré. Jamais on aurait cru avoir à se battre à ce point, pas du tout. Et certainement pas contre un organisme public qui devrait être transparent. Il y a de l'insatisfaction, de l'angoisse, des tergiversations, un manque d'ouverture et de communication, mais aussi de transparence», déplore-t-elle.

Le porte-parole du Protecteur national de l'élève, Pier-Olivier Fortin, indique en réaction à ce dossier que «par souci d'assurer la confidentialité des dossiers qui nous sont confiés et pour conserver la confiance du public

envers nos services», l'organisme ne peut confirmer ou infirmer la réception d'une plainte précise.

Chronique|

Paule Vermot-Desroches

Manawan: redonner espoir à la jeunesse

Par Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste

CHRONIQUE / Les cris de joie des enfants résonnent au bout de la rue Wapistan, dans la communauté atikamekw de Manawan. C'est là que quelques familles se sont donné rendez-vous pour se baigner, dans le lac Metabeckeka, qui borde la communauté de 2500 habitants. En cette chaude journée de juin, les enfants sont visiblement heureux de pouvoir s'y rafraîchir un peu, et le laissent entendre à qui le veut bien. Une expression de joie momentanée, qui tranche pourtant avec la douleur que traverse cette communauté autochtone en ce début d'été.

Il y a quelques jours, Manawan défrayait la manchette à travers la province, après avoir ordonné un moratoire sur la vente d'alcool dans la communauté. À l'origine de cette décision, plusieurs décès en peu de temps, dont deux par suicide à trois jours d'écart.

D'abord, un homme dans la trentaine, puis peu de temps après, une jeune femme dans la vingtaine. Deux autres membres de la communauté, connus et appréciés, décédaient aussi de cause naturelle dans une période de temps très courte. On aurait aussi enregistré d'autres tentatives de suicide, incitant la mise en place d'une cellule de crise.

C'est avant tout par respect et à la demande de certaines familles endeuillées que le moratoire sur la vente d'alcool a été mis en place pendant près d'une semaine, jusqu'à mercredi dernier en fait, m'explique le chef Sipi Flamand. (Je reviendrai sur ce moratoire dans une seconde chronique à être publiée ce dimanche).

Ce qui a secoué la communauté dans les derniers jours ne devrait cependant jamais être simplement résumé à un problème de consommation d'alcool. Ce qui a secoué la communauté, une énième fois malheureusement, ce sont des symptômes d'une blessure beaucoup plus profonde, et qu'on tente toujours de guérir, constate le chef.

«Il y a une vulnérabilité dans la communauté. Plein de causes en sont à l'origine. La colonisation, la loi sur les Indiens, la mise en réserve, les problèmes sociaux, les pensionnats indiens et les traumatismes intergénérationnels qui sont encore bien présents dans la communauté. Les gens à l'extérieur de la communauté ne sont pas toujours au courant de tout ça», constate Sipi Flamand.

Le système de gouvernance maintenu par le gouvernement actuel aussi, qui oblige la formation des Conseils de bande et la gestion de budgets de fonctionnement plutôt restreints, alors que leurs propres modes de gouvernance fonctionnaient bien, et fonctionneraient encore parfaitement s'ils en avaient le droit, déplore le chef.

Exprimez-vous.Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

«Nous n'avons pas pleinement autorité. Il y a un programme de financement global, mais on n'a pas assez pour subvenir aux besoins de la communauté. Pour la santé, l'éducation, le logement, c'est limité. Présentement, on vit un problème de surpopulation, alors des gens peuvent se retrouver à vivre à plusieurs familles dans une seule maison, ce qui entraîne d'autres problèmes sociaux», remarque Sipi Flamand.

Dans la réalité, seulement à Manawan, on aurait besoin de 150 maisons immédiatement, pour répondre aux besoins, révèle le chef. Cent cinquante maisons... pour une population de 2500.

Or, il n'y a pas le financement pour bâtir. Il manque aussi de financement pour pouvoir agrandir les infrastructures souterraines pour pouvoir bâtir des maisons. Ce ne sont là que de minces exemples auxquels s'ajoutent des besoins quant au développement économique, aux services de santé et sociaux, etc.

Miser sur la jeunesse

En ces derniers jours de juin, l'école est techniquement terminée, mais les autobus scolaires continuent de circuler à Manawan. Des cours d'été sont offerts à ceux et celles qui le veulent, pour continuer d'apprendre et aussi occuper les journées, avec des camps de lecture et des camps de jour notamment, organisés en partenariat avec le Centre de pédiatrie sociale Mihawoso.

Durant l'année scolaire, ils sont plus de 700 enfants à prendre le chemin de l'école primaire ou secondaire de la communauté. 700 enfants d'âge préscolaire, primaire ou secondaire, sur une population de 2500? Le chiffre me fait sursauter, mais il est bien réel, confirme Annette Dubé, directrice des services éducatifs pour l'ensemble des écoles de Manawan.

Une démographie qui va à contresens de ce qui se vit partout au Québec, et qui fait dire au chef Flamand que son tout premier rôle comme élu, c'est celui de donner espoir à cette génération, celle qui est porteuse d'avenir pour Manawan.

«Ma responsabilité, c'est de redonner espoir à la communauté, de permettre aux jeunes de rêver pour qu'ils puissent être encouragés dans leurs expériences en tant qu'adulte», explique celui qui avait lui-même quitté pendant plusieurs années pour les études, mais qui tenait à revenir. «Revenir à la maison pour aider du mieux que je peux la communauté, c'est ça ma raison de vivre», confie-t-il.

Mais comment peut-on faire vivre chez eux cet espoir, justement? Thérèse Niquay tranche: c'est en leur faisant comprendre qu'il y a des opportunités pour eux ici. «La jeunesse, il faut lui permettre de voir la lumière au bout du tunnel, de se réaliser, d'avoir des opportunités, de nourrir son âme et sa fierté d'être Atikamekw», souligne la directrice des services et projets communautaires à Manawan.

Déjà, on planche sur des projets de développement économique afin de définir les véritables besoins et de voir de quelle façon ce développement répondra aux valeurs de Manawan et de ses occupants. On travaille de plus en plus fort pour ouvrir ici un centre de formation professionnelle afin de former dans la communauté les jeunes à des métiers qui leur permettront d'avoir un bon salaire, sans nécessairement avoir besoin de s'exiler pour étudier.

C'est aussi par l'éducation que passera ce regain d'espoir, croit Annette Dubé.

«Une personne éduquée peut s'ouvrir à toute une vie, en travaillant dans la communauté ou à l'extérieur. En

apprenant un métier, un emploi. Dans le programme scolaire, je mise aussi beaucoup sur le mieux-être d'une personne, sur toutes les compétences qu'on peut développer pour faire face aux situations difficiles dans la vie. Nous, on doit mettre ce type de cours là de l'avant. On le voit beaucoup en Europe. Il en va de l'avenir de notre jeunesse, d'être capable de répondre à des traumatismes intergénérationnels. Il faut qu'on coupe ça un moment donné, il faut aller chercher la force intérieure pour faire face à ça», soutient la directrice des services éducatifs.

Un énorme travail se fait d'ailleurs pour contrer le décrochage scolaire, encore trop présent dans la communauté. Les efforts semblent toutefois porter tranquillement leurs fruits, puisque ce taux est passé de 13,53 % en juin 2023 à 9,64 % en juin 2024.

Nouvelle école

Au bout de la rue Pirew, juste à côté du centre sportif de la communauté, un immense chantier s'active depuis des mois. Il est sur le point d'être terminé. À la fin du mois d'août, cette nouvelle école primaire accueillera les quelque 400 élèves de niveau primaire tous les matins.

L'ancienne école, qui trône au cœur du village, était depuis longtemps désuète, constate Annette Dubé. On avait même installé des roulottes un peu partout autour pour accueillir les élèves et limiter la surpopulation dans le bâtiment. Et Dieu sait qu'il a fallu se battre pour pouvoir avoir cette nouvelle école...

«On va pratiquement doubler de superficie», mentionne Annette Dubé, en m'amenant marcher près de cet imposant chantier.

Là, sur ce terrain qui borde l'extrémité sud-ouest de Manawan, on a l'impression qu'un gros bout d'espoir vient de pousser de terre, et qu'il contribuera en partie à mettre en place ce qu'on veut développer pour ces enfants.

«C'est du positif pour nous en tout cas. C'est comme ça qu'on le voit», mentionne la directrice des services éducatifs.

Mais si on veut redonner espoir de cette façon, est-ce que c'est parce que les gens perdent espoir, Annette?

«Il y a des gens qui ont perdu espoir. Je vois des publications sur Facebook, des gens qui disent: il faut que je parte d'ici! Ça donne l'impression qu'il n'y a rien dans la communauté. Mais ce n'est pas vrai! Moi j'ai étudié en ville, j'ai été faire mon baccalauréat, mais j'ai voulu revenir pour chercher ce dont j'avais besoin. L'espace, le bois», souligne-t-elle.

«Je me retrouve dans la forêt, on se sent bien quand on y est, on est dans notre élément, c'est chez nous. Ça m'a manqué quand j'étais en ville. Aujourd'hui j'occupe un très bon emploi, et je ne voudrais jamais repartir d'ici. C'est ça que j'ai envie de dire aux jeunes».

— Annette Dubé, directrice des services éducatifs de Manawan

Le territoire

La découverte et l'occupation du territoire demeurent également un enjeu sur lequel on mise constamment, puisqu'il rejoint l'Atikamekw au cœur même de ce qu'il est, croit Thérèse Niquay. Depuis quelques années, des jeunes de la communauté peuvent en faire une expérience enrichissante par les expéditions Tapiskwan Sipi.

L'activité regroupe des jeunes de 15 à 25 ans des trois communautés atikamekws de Manawan, Wemotaci et Opitciwan, de même que des aînés et des accompagnateurs qui les guident à travers l'expédition en canot pour découvrir le territoire et renouer avec le mode de vie ancestral.

«Les jeunes qui sont passés au travers sont fiers d'eux, et les gens de la communauté aussi. Oui, c'est d'aller jusqu'au bout de quelque chose, mais c'est aussi une question de se réapproprier qui ils sont. C'est une question identitaire, aider les jeunes à se trouver à travers le territoire. Et les aînés sont là pour transmettre l'histoire», raconte Thérèse Niquay.

Récemment, une jeune femme, ancienne participante, est venue voir Thérèse pour lui rappeler à quel point cette expérience l'avait profondément marquée. Aujourd'hui, la jeune femme est à son tour maman et tente de transmettre ces outils, ces savoirs, à ses enfants, pour qu'eux aussi y voient un sens et puissent s'épanouir dans le bonheur.

Un peu comme ces cris de joie qui émanent spontanément de la plage du lac Metabeckeka, en cette chaude journée de juin.

Comme une grande roue qui tourne, et qui doit constamment être alimentée de beauté, de sens, d'espoir...

Art local

Art, sport, culture et planche à roulettes à l'assaut du Musée POP

Par **Éric Faucher**, Le Nouvelliste

Fruit d'une subvention touchant à la santé mentale chez les jeunes de 12 à 18 ans, la plus récente exposition du Musée POP, *Roule sur ta créativité*, réussit à intégrer l'art, le sport, la culture et la planche à roulettes. Plus qu'une simple exposition, c'est tout un parcours qu'ont pu compléter la trentaine d'adolescents qui y ont participé.

L'idée est pourtant simple, le Musée a fait appel aux maisons des jeunes et écoles secondaires de Trois-Rivières pour trouver des volontaires qui allaient transformer des planches à roulettes en œuvres d'art. Pour ce faire, l'établissement s'est associé à Adrénaline Urbaine et Pic Bois Skateboards.

«Ça m'interpella beaucoup parce qu'il fallait sortir des cadres habituels. Donc que ce soit une activité parascolaire qui permette à des jeunes de découvrir l'art et la culture», explique Michelle Bélanger, directrice générale du Musée POP. «L'art, la culture, le sport, c'est ce qui permet de rattraper les jeunes à l'école.»

Un parcours complet

Les jeunes artistes volontaires ont commencé à travailler sur le projet en janvier dernier. Celui-ci ne consistait pas seulement en l'activité de peindre sur un skateboard et de rentrer chez soi, mais dans un parcours beaucoup plus large où la persévérance scolaire et l'estime de soi étaient à l'honneur.

«L'idée ce n'était pas de recevoir un gros montant, mais de permettre à ces jeunes-là de sortir des maisons de jeunes, qui n'ont peut-être pas les sous pour venir avec les parents [au Musée]», poursuit la gestionnaire.

Exprimez-vous. Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

La cohorte a notamment eu la chance de visiter la Vieille prison de Trois-Rivières en compagnie d'un ex-détenu qui travaille maintenant au Musée POP, Jean-Marc Blais. «Il leur a parlé de son parcours et des bons choix de vie. Je pense que ç'a vraiment été une belle expérience pour ces jeunes-là», continue Mme Bélanger.

«Ils ont persévéré pendant tout le parcours parce qu'il y a eu quand même plusieurs soirées où ils ont dû venir [au Musée], ou aller au centre Adrénaline Urbaine. De voir la fierté dans leurs yeux quand ils sont arrivés et de savoir qu'ils vont être exposés pendant tout un été, ça me fait vraiment plaisir.»

— Michelle Bélanger, directrice générale du Musée POP

Pas seulement de l'art

Parmi les activités offertes dans le cadre du projet, les jeunes avaient à s'initier à la pratique du rouli-roulant au centre Adrénaline Urbaine. «Voir des jeunes aux intérêts complémentaires se côtoyer pour la première fois et réussir à communiquer grâce à l'art et le sport, c'est ce qu'on appelle sortir de sa zone de confort et développer la confiance en soi», signale le propriétaire du lieu spécialisé dans les sports d'action, Francis-Olivier Jutras.

Après tous ces ateliers, les adolescents étaient pris en charge par les artistes Mike Query et Guillaume Massicotte de l'équipe de Pic Bois Skateboards afin de laisser aller leur créativité et élaborer une œuvre d'art ayant comme support une planche à roulettes.

«Pour moi, c'est d'impliquer ces jeunes-là. Ils ne savent pas qu'ils sont en train de consommer de la culture parce qu'on le fait par un biais comme le sport ou l'art, mais de plus en plus, je veux faire ce genre de projet. Je veux en faire aussi avec des aînés. [...] Le Musée, il s'inscrit dans sa communauté, mais il faut qu'il sorte et qu'il aille vers la communauté.»

— Michelle Bélanger, directrice générale du Musée POP

L'exposition *Roule sur ta créativité* est en vedette au rez-de-chaussée du Musée POP jusqu'au 13 octobre prochain. Celle-ci est accessible gratuitement par tous les visiteurs. Une fois l'exposition terminée, les jeunes artistes pourront repartir avec leur œuvre.

LEDEVOIR

Que penser des rectifications de l'orthographe qui intriguent le ministre Drainville ?

Loin des effets d'éclat, les conséquences de ces nouvelles règles sont souvent si timides qu'elles passent inaperçues

Mireille Elchacar

L'autrice est lexicologue et professeure à l'Université TELUQ.

Elle a publié *Délier la langue. Pour un nouveau discours sur le français au Québec.*

La rubrique Point de vue voit fleurir une nouvelle branche, Point de langue, avec pour guide la professeure Mireille Elchacar. L'été durant, la lexicologue québécoise invitera à penser le français autrement dans une formule ponctuelle à mi-chemin entre l'essai et la vulgarisation scientifique.

En juin 2023, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a lancé un chantier pour réformer l'enseignement du français. Il a commencé il y a quelques semaines à dévoiler des éléments clés de son projet. Certaines orientations, si elles peuvent susciter des discussions quant à leur mise en oeuvre, ne causeront probablement pas de levée de boucliers sur le fond : qui s'opposerait à l'idée d'amener les jeunes à lire et à écrire davantage ou à être plus exposés à la culture québécoise ? Toutefois, celles touchant à l'écriture du français, sujet sensible s'il est en un, risquent de soulever des débats.

Le ministre souhaite recueillir l'avis de spécialistes sur les rectifications de l'orthographe (RO) et sur l'apprentissage de la calligraphie. En général, les enfants québécois écrivent d'abord en lettres scriptes avant de passer, souvent en 2e année, aux lettres attachées. Le problème est qu'on fasse réapprendre un nouveau mode d'écriture aux élèves alors qu'ils commencent à peine à maîtriser le premier. Les recherches, comme celles de la didacticienne Isabelle Montésinos-Gelet, sont unanimes : les enfants sont avantagés si on leur enseigne un seul type d'écriture. Alors, lequel choisir ?

L'argument principal des tenants de l'écriture scripte est que l'élève fait un lien entre les lettres qu'il voit partout et

celles qu'il doit tracer. Quant à elle, la cursive permet d'écrire plus vite et serait corrélée à une meilleure syntaxe.

L'écriture cursive a déjà été abandonnée dans quelques pays : dans presque tous les États de notre voisin du Sud, au Mexique et en Finlande, qui trône au sommet des palmarès sur les compétences des élèves en lecture et écriture. Le Québec pourra décider en se basant sur la recherche et sur les effets de ce changement ailleurs dans le monde.

Cet aspect de l'écriture est plutôt technique : l'idée est de rapidement acquérir l'habileté motrice pour que le geste devienne automatique et pour pouvoir se concentrer sur le fond (le vocabulaire, la syntaxe, l'enchaînement des idées, etc.).

Un aspect technique

Or, une vérité difficile à accepter pour nous, francophones, est que l'orthographe est, elle aussi, un aspect technique de la langue. C'est un outil censé s'acquérir rapidement et servir de tremplin à l'apprentissage, à la réflexion, aux sciences, etc. L'invention de l'alphabet est d'ailleurs perçue comme une révolution, à l'instar de l'écriture elle-même.

Le principe alphabétique veut qu'à chaque son soit associée une seule lettre, et vice versa ; dans les premiers systèmes d'écriture, qui étaient idéographiques, un symbole était associé à un concept. Avec l'alphabet, on passe donc de plusieurs milliers de symboles à quelques dizaines de lettres, faciles à tracer. Ce faisant, on démocratise l'écriture et la lecture, qui ne

sont plus réservées aux privilégiés pouvant y consacrer leur vie.

Malheureusement, l'orthographe française s'est tellement éloignée de cet idéal qu'on ne peut plus vraiment parler de système démocratique. Les 36 sons du français sont représentés par 130 graphèmes, selon la spécialiste Nina Catach (soit par une lettre, une combinaison de lettres, des accents ou des trémas).

À titre comparatif, l'espagnol, également une langue romane, compte 25 phonèmes pour 29 graphèmes. En finnois, la correspondance graphèmes-phonèmes est presque parfaite.

Les RO, sur lesquelles le ministre Drainville veut se pencher, visent justement à corriger certaines incohérences de l'orthographe française. Que le ministre souhaite consulter des experts est louable. Mais les RO ne sont pas nouvelles : elles ont été proposées en 1990, et elles ont été amplement étudiées depuis, tant au Québec, avec les nombreux travaux de Chantal Contant, qu'ailleurs en francophonie.

Interrogé par Patrick Masbourian à l'antenne d'ICI Première pour savoir s'il cautionnait qu'on rectifie la graphie du mot « oignon », le ministre s'est écrié : « Non, je ne suis pas du tout de cette école-là. On n'écrira pas au son dans les écoles du Québec. »

Or, « ognon » est bel et bien une proposition des RO. Cette graphie n'est d'ailleurs ni extravagante (en vertu du principe alphabétique, pourtant censé guider notre écriture, elle est en fait plus logique que « oignon ») ni nouvelle : on la lisait déjà sous la plume de Zola dans *L'assommoir*, paru en 1876 : « Madame Gaudron parlait d'aller manger de la tarte aux ognons, chaussée Clignancourt. » La graphie d'« ognon », comme celle de

la plupart des mots, a varié au cours des siècles. L'outil d'aide à la rédaction Antidote nous en montre quelques-unes, dont « ongnon », « onghon » et « oygnon ».

La plus grande période de fixité

Dans son ouvrage publié récemment chez Ophrys, *L'orthographe française. Histoire, description, enseignement*, Jean-Christophe Pellat rappelle que l'orthographe française s'est presque figée en 1878, avec la 7e édition du Dictionnaire de l'Académie française. Depuis, nous vivons la plus grande période de fixité de l'histoire de l'orthographe française. Et ce n'est pas une bonne nouvelle.

Une chose sur laquelle M. Drainville a raison : on n'écrira pas au son. Il n'est pas question de cela dans les RO, si timides qu'elles passent inaperçues. Aviez-vous remarqué que cette rubrique les utilise ?

Essentiellement, les RO touchent la soudure et le pluriel des mots composés, le tréma, l'accent circonflexe non distinctif sur les « i » et les « u » ainsi que quelques erreurs historiques. Pas de chevaux, contrairement à une idée reçue tenace !

Les RO ont surtout l'avantage de sortir l'orthographe française de son immobilisme. Elles sont maintenant acceptées par toutes les instances (Office québécois de la langue française, Académie française...) et tous les ouvrages de référence sérieux. Les manuels scolaires en France doivent être rédigés avec les RO depuis 2016 ; en Suisse, c'est depuis 2021. Pourquoi encore s'y pencher ? Ne serait-on pas rendus à l'étape d'agir ?

Le Québec, qui était à l'avant-garde pour la langue française dans la francophonie, traîne-t-il à présent de la patte ?

**le journal
de montréal**

Comment faire face malgré les préjugés ?

Iouise Deschâtelets

Avec mon mari, on vivait à la campagne depuis 25 ans. Comme parents de deux enfants affectés par des handicaps légers, mais quand même visibles aux yeux des étrangers, c'était plus facile de s'isoler, puisqu'à part les jours où les enfants étaient à l'école, on vivait en vase clos, car très peu de voisins nous connaissaient.

Depuis l'automne dernier, on a déménagé dans la proche banlieue de Québec, puisque mon mari a trouvé un emploi dans le coin. Nos deux ados qui subissaient une certaine discrimination dans leur école d'avant l'ont vue se multiplier par dix dans leur nouvelle école. Une chance que le plus grand peut aider son frère, car je ne sais pas comment il survivrait autrement.

On a beau continuer à se faire discrète comme famille, je ne vois pas venir le moment où ils ne seront plus la risée de leurs camarades et même de certaines personnes dans le quartier qui ne se gênent pas pour se moquer d'eux, quand ce n'est pas leur rire en pleine face en les montrant du doigt.

Mon mari a toujours incité les garçons à se faire les plus discrets possibles. Selon lui, c'est comme ça qu'on se fait oublier. Ce qui fait qu'à part la seule fois où j'ai fait un

commentaire à ce sujet au directeur de l'école et qu'il m'a répliqué « Vous savez madame, les enfants se font parfois la vie dure entre eux », je me suis fermé la trappe.

Mais je trouve ça dur, parce que c'est moi qui dois tout le temps remonter le moral des enfants. Le pire m'est tombé dessus la semaine dernière quand mes deux jeunes sont venus me dire « Maman, on veut plus aller à l'école l'année prochaine ». Ce à quoi mon mari a platement répliqué : « Tu sais bien qu'ils vont y retourner. L'été de congé va leur faire oublier tout ça ! » Qu'est-ce que je pourrais faire de plus ?

Anonyme

Il y a urgence de faire front commun avec votre mari, pour rencontrer les enseignants, ainsi que la direction de l'école, pour faire état de l'intimidation dont vos enfants sont les victimes. Et si la réponse est insatisfaisante pour ramener la situation à un niveau acceptable, il y aurait lieu de porter plainte au responsable du traitement des plaintes du centre des services scolaire auquel leur école est rattachée. La discrétion dans des situations comme celles vécues par vos enfants ne peut mener qu'à accentuer leur volonté de quitter l'école.

Les dossiers en Abitibi-Témiscamingue que surveille votre député

L'Assemblée nationale prend relâche pour l'été, ce qui n'empêche pas les trois députés de l'Abitibi-Témiscamingue de garder l'œil sur quelques dossiers. À la veille de leurs vacances, Daniel Bernard, Pierre Dufour et Suzanne Blais révèlent ce qu'ils ont noté à leur agenda.

Gabriel Poirier

Certains locataires de la future zone tampon pourront être relocalisés dans le Vieux-Noranda. C'est l'une des promesses que fait le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Daniel Bernard, qui garde dans sa ligne de mire l'enjeu de la pénurie de logements.

L'ancien édifice de la Gendarmerie royale sur l'avenue Murdoch avait été acquis par la Société québécoise des infrastructures pour y localiser des fonctionnaires, explique M. Bernard. On a fait des démarches pour qu'il soit donné à l'Office municipal d'habitation (OMH) pour créer des loyers modiques.

Ces nouveaux loyers, dont le nombre sera confirmé par l'OMH de Rouyn-Noranda, font partie des 200 logements sociaux promis par Québec pour compenser l'expropriation de 200 familles du quartier Notre-Dame, près de la Fonderie Horne.

C'est une bonne nouvelle, car on veut garder le plus de famille possible dans le quartier Notre-Dame [...] J'ai hâte de voir le plan de match, le plus tôt sera le mieux.

Daniel Bernard s'inquiète dans la même veine de la hausse de l'itinérance, qu'il perçoit à Rouyn-Noranda, mais aussi au Témiscamingue. À Lorrainville, nous avons annoncé la construction de logements abordables, rappelle-t-il. Est-ce le premier qui va partir la roue pour en avoir un peu plus? Je suis optimiste du côté du Témiscamingue.

D'autres enjeux sont au calepin de M. Bernard, qui a participé ces derniers mois aux Tables de réflexion sur l'avenir de la Forêt. La ministre des Ressources naturelles et de la Forêt, Maité Blanchette-Vézina, a d'ailleurs révélé vendredi le rapport de synthèse issu des consultations.

Parmi les conclusions, il y a la nécessité de moderniser le régime forestier. Il y a un consensus qui s'est dégagé, c'est celui de revoir les choses, d'adapter la façon dont on aménage la forêt pour

inclure les besoins en termes de résilience sur les changements climatiques, on veut aussi mieux prendre en compte les réalités régionales, a dit la ministre en entrevue à l'émission *Ça vaut le retour*. Aéroport et caribous forestiers

À Val-d'Or, le député Pierre Dufour retient des derniers mois les travaux et mandats qu'il effectue comme adjoint parlementaire du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon.

On travaille sur les aides gouvernementales octroyées aux petites et moyennes entreprises (PME) à l'extérieur de Montréal et de Québec. On a un mandat de déposer un rapport au mois de novembre. On analyse tous les éléments de l'aide octroyée aux PME, indique-t-il.

On ose espérer que nos recommandations ne seront pas tablettées et seront utilisées à bon escient.

S'il n'est plus ministre, Pierre Dufour précise qu'il continue de surveiller la question de la survie de la harde de caribous de Val-d'Or. Il doute qu'un décret fédéral, comme promis récemment par le ministre de l'Environnement, Steven Guilbeault, permette de rétablir la population de sa région.

C'est un peu à ça qu'on essaie de répondre face aux arguments simplistes de M. Guilbeault, qui semble dire que c'est normal de faire des interventions, mentionne-t-il. Je pense qu'il y a beaucoup d'enjeux à regarder [...] C'est un dossier complexe et ce n'est pas simple à résoudre.

Il se dit aussi satisfait de plusieurs annonces récentes, comme celle sur les tranchées coupe-feu pour Senneterre et Val-d'Or ou encore les bonifications des aides financières pour le développement de jeux vidéo au Centre de formation professionnelle de Val-d'Or.

On travaille aussi sur le dossier de l'aéroport de Val-d'Or, ajoute Pierre Dufour au sujet de la réfection de la piste de 10 000 pieds.

Réforme de l'aide sociale

Satisfaite de son travail en commission parlementaire, la députée d'Abitibi-Ouest, Suzanne Blais, espère que le

projet de loi visant à réformer la Loi contre la pauvreté et l'exclusion sociale sera présenté à l'automne.

Ce projet de loi va faire rayonner les moins nantis. On va moderniser la loi sur l'aide sociale, qui n'a pas été modernisée depuis plus de 20 ans. C'est important pour moi de participer à ce projet de loi, précise-t-elle.

Actualités locales

Une salle multisensorielle revampée à l'école Sainte-Thérèse de Dolbeau-Mistassini

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Sécuritaire, apaisante, propice à l'imagination: les élèves de l'école Sainte-Thérèse de Dolbeau-Mistassini ayant des besoins particuliers pourront maintenant se reposer dans une salle multisensorielle améliorée. L'école a procédé à l'inauguration de cette nouvelle installation jeudi.

La salle est basée sur l'approche néerlandaise *snoezelen*, qui est la contraction des mots néerlandais *snuffelen* qui signifie «sentir» et *doezelen* qui veut dire «sommoler». Elle vise donc à offrir une variété de stimulations sensorielles pour les personnes qui en ont besoin.

Les jeunes qui ont un retard de développement, de l'hyperactivité, des déficiences intellectuelles ou qui vivent avec un trouble du spectre de l'autisme pourront l'utiliser. La salle pourra promouvoir et inciter la communication et les changements de comportements.

C'est un investissement de 100 000 \$ qu'a demandé la réfection de cette salle, pour son aménagement et l'achat de ses équipements. Les fonds proviennent d'organismes et d'entreprises du milieu collaborateurs, en plus de levée de fonds.

Tout dans la salle est réfléchi pour stimuler les capacités physiques et cognitives, tout en offrant un sentiment de sécurité et de réconfort aux élèves.

«La salle multisensorielle a aussi pour effet de diminuer les comportements perturbateurs souvent présents chez les élèves HDAA. Le jeu sensoriel permet notamment de renforcer les connexions nerveuses du cerveau et de favoriser la motricité fine et globale, la concentration,

l'apprentissage, la socialisation et la communication avec les pairs», écrit le Centre de services scolaire des Pays-des-Bleuets, par voie de communiqué de presse.

Exprimez-vous. Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

On y retrouve entre autres des équipements tels que des projecteurs, des colonnes de lumières, des écrans tactiles, des poufs et des tapis.

Initiative d'une enseignante

Dominique Lambert, enseignante en adaptation scolaire, pense à cette idée depuis quelques années. Inspirée par la réalisation d'une telle salle à Jonquière, l'enseignante souhaitait en avoir une dans son école.

En 2020, une salle multisensorielle a été mise à la disposition des élèves à Sainte-Thérèse, mais elle était demeurée incomplète. Or, déjà, Mme Lambert voyait les effets positifs pour ses élèves.

«Tout de suite, nous avons constaté les bienfaits pour nos élèves et même pour nous», rappelle-t-elle, par voie de communiqué de presse.

L'une des utilisatrices, Pénélope Bouchard, est malheureusement décédée des suites de sa condition. Pour lui rendre hommage, le CSS a décidé de nommer la salle en son nom. Ses parents ont d'ailleurs coupé le ruban inaugural, jeudi.

L'inauguration de la Salle Fondation Pénélope-Bouchard est la conclusion de longues démarches pour faire vivre ce projet rassembleur.

L'école Gabrielle-Roy accueillera le préscolaire et le primaire en 2025

PAR TRISTAN OUMET

C'est maintenant confirmé : l'école Gabrielle-Roy à Châteauguay, qui dessert actuellement les élèves du 1er cycle du secondaire, deviendra officiellement un établissement offrant l'éducation préscolaire et primaire, à partir de la rentrée scolaire 2025-2026.

Les administrateurs du Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (CSSDGS) ont adopté le 25 juin ce changement, à la suite d'une consultation publique.

Rappelons que cette modification permettra de relocaliser la clientèle et le personnel de l'école primaire Saint-Jude à Châteauguay pour un minimum de 3 ans, alors que cette dernière doit être reconstruite.

Les élèves de la première et deuxième secondaire «du bassin actuel» de Gabrielle-Roy fréquenteront à cette rentrée l'école Louis-Philippe-Paré et rejoindront ainsi les jeunes de la troisième à la cinquième secondaire du même secteur, informe le CSSDGS.

Les modalités de relocalisation seront communiquées à l'automne.

«Cette réorganisation témoigne de notre engagement à répondre aux besoins croissants d'espace, tout en soutenant la réussite éducative de nos élèves et en assurant le bien-être de notre personnel», a commenté Kathlyn Morel, directrice générale du Centre de services scolaire.

Le CSSDGS avait publié en avril un avis d'intention annonçant son intention d'un changement de vocation de l'école Gabrielle-Roy.

Exercice de simulation des mesures d'urgence à Cowansville

XAVIER DEMERS

xdemers@journalleguide.com

URGENCE. Des employés de la Ville de Cowansville, du Service de sécurité incendie, des services ambulanciers, du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, de la Sûreté du Québec, de l'Organisation régionale de sécurité civile et de l'Organisation municipale de sécurité civile étaient réunis jeudi dernier à l'hôtel de ville dans le cadre d'une simulation des mesures d'urgence.

La simulation mettait en scène une tempête hivernale qui avait causé une panne

d'électricité depuis 24 heures et qui ne serait pas rétablie avant au moins une semaine.

Selon le scénario, un centre d'hébergement fictif a été ouvert et différentes embûches ont été étudiées.

«C'est un exercice essentiel pour demeurer prêt et se garder à jour pour chacun, selon son secteur d'intervention, a expliqué le coordonnateur des mesures d'urgence à la Ville, Jocelyn Danis. Ceci permet de s'ajuster et d'assurer une bonne communication entre les différents intervenants et nous force à considérer différentes pistes de solutions selon les données qui s'ajoutent en cours de route à la simulation initiale.»

Une nouvelle classe extérieure pour les élèves de l'école Saint-Damase

Zineb Guennoun | Le Courrier | Journaliste de l'Initiative de journalisme local

Depuis l'automne dernier, les élèves de l'école Saint-Damase peuvent profiter pleinement de leur nouvelle classe extérieure. Ce nouvel espace a été inauguré le 13 juin en présence notamment du directeur de l'école, Hugo Leroux, d'élèves, de parents et de membres du personnel.

« Ce beau projet a réuni l'ensemble de notre communauté. Il y a eu plusieurs étapes à franchir, des consultations, des appels d'offres et du financement à aller chercher, mais quand on voit le sourire des élèves qui profitent de la classe extérieure, on peut dire mission accomplie », s'est félicité M. Leroux.

La réflexion autour de ce projet a débuté en 2019. Un comité formé de parents et de membres du personnel de l'école a été créé à cet effet. Les élèves et différents acteurs du milieu ont aussi pris part à ces discussions en lançant leurs propositions

pour l'aménagement de ce lieu idéal en plein air.

C'est Caroline Gendron, enseignante à l'école Saint-Damase, qui est l'instigatrice de ce projet.

Les travaux ont été entrepris en juillet 2023 par Guertin multi-services, une entreprise spécialisée en architecture paysagère basée à Saint-Hyacinthe.

Érigées au coût de 93 000 \$, les nouvelles installations assurent un bol d'air frais aux élèves de l'école et leur offrent de nouvelles possibilités d'apprentissage.

« Une classe extérieure, c'est innovant. Ce n'est pas seulement faire la classe dehors. C'est un véritable lieu d'apprentissage qui permet d'échanger différemment, d'expérimenter, d'aborder la matière d'une nouvelle façon. C'est différent et c'est de plus en plus suivi par la recherche comme une mesure probante qui a un impact positif sur la motivation, la concentration et la réussite des élèves. C'est motivant de voir que le milieu se mobilise autour de cet objectif commun que nous avons : la réussite scolaire des

élèves », a déclaré Jean-Pierre Bédard, directeur général du Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe.

Les installations sont également accessibles à l'ensemble de la communauté de Saint-Damase.

Ce projet a été rendu possible grâce à la collaboration du ministère de l'Éducation, de Chantal Soucy, députée de Saint-Hyacinthe et première vice-présidente de l'Assemblée nationale, de la Municipalité de Saint-Damase et de Desjardins. ←

La police enquête sur la planification d'événements impliquant drogue et actes sexuels non consentants

MARC-ANDRÉ COUILLARD

macouillard@coupdoeil.info

ACTUALITÉ. À la veille d'un après-bal de finissants du secondaire qui doit se tenir le 29 juin, à Saint-Calixte, le Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (CSSDGS) a été informé d'une rumeur qui a circulé sur Internet selon laquelle des élèves planifieraient de profiter de cette occasion pour y tenir des événements disgracieux, en lien avec de la drogue et des actes sexuels non consentants. Une enquête policière est en cours.

Les parents des élèves de 4^e et 5^e secondaire de tout le territoire du CSSDGS ont été informés de la situation. Une lettre qui leur a été envoyée le 25 juin par la direction générale du CSSDGS et le service des enquêtes de la Régie intermunicipale de police de Roussillon.

ENQUÊTE

Une enquête du Service de police est en cours pour déterminer l'exactitude des informations obtenues et pour procéder à des arrestations, s'il y a lieu.

« Les policiers prennent ces rumeurs très au sérieux et ils vous recommandent d'être

extrêmement vigilants et même de reconsidérer la présence de votre jeune à cette soirée, s'il avait prévu y être », peut-on lire dans cette lettre envoyée aux parents.

La Sûreté du Québec, qui dessert le territoire de Saint-Calixte, a été avisée de la situation et prévoit déployer des effectifs lors de cette soirée.

« Nous croyons qu'il s'agit d'une occasion pour vous, si ce n'est pas déjà fait, d'ouvrir le dialogue avec votre enfant pour le sensibiliser, notamment, aux conséquences d'une consommation excessive et aux autres abus possibles pouvant entraîner des répercussions négatives sur lui ou sur autrui.

- La direction générale du CSSDGS

AUCUNE SURVEILLANCE

Les élèves de toutes les écoles secondaires sont concernés par cette mise en garde, puisque selon le CSSDGS, des élèves de plusieurs écoles ont prévu participer à cette traditionnelle fête de fin de parcours scolaire, qui est cependant de nature privée.

« Nous tenons à vous souligner que cette soirée ni aucune autre soirée de type après-bal n'est organisée par l'une ou l'autre des écoles secondaires du CSSDGS et que, contrairement au bal, aucun membre de notre personnel n'y sera pour assurer une surveillance et un encadrement », précise le CSSDGS dans son communiqué.

Pelletée de terre à J.-H.-Leclerc

ABRAHAM SANTERRE

asanterre@canadafrancais.com

INFRASTRUCTURES. La construction du terrain multisports de l'école J.-H.-Leclerc a été officialisée, vendredi dernier, par le Centre de services scolaires (CSS) du Val-des-Cerfs. Le projet d'une valeur de 7,3 M\$ est financé principalement par le gouvernement du Québec (4,86 M\$). Le CSS du Val-des-Cerfs injecte 1,74 M\$, puis la Ville de Granby complète avec 700 000 \$.

Le projet, qui comporte trois phases, devrait se terminer au mois de juillet 2025, à temps pour les Jeux d'été Olympiques spéciaux Québec, qui seront présentés à Granby. On parle d'une piste d'athlétisme de 400 mètres aux normes qui offrira huit corridors. À l'intérieur de celle-ci se trouvera un terrain de gazon synthétique de plus de 110 verges qui pourra accueillir du football et du soccer. Un espace pour les sports de saut, comme le saut en longueur, sera inauguré à côté de la piste. Il y aura également un espace dédié aux sports de lancer derrière l'école J.-H.-Leclerc. Des aires de repos, des estrades et des espaces de rangement pour le matériel seront aménagés.

La première phase des travaux se terminera en décembre prochain. Elle inclut le terrain synthétique. Ensuite, les travaux se concentreront sur la piste d'athlétisme. Finalement, au début de l'été 2025, l'installation d'estrades, de bancs pour les athlètes et de différentes structures pour le rangement du matériel concluront le projet.

PARTENAIRES

La réalisation de ces travaux est financée principalement par le palier provincial en raison du Programme de soutien aux infrastructures sportives et récréatives scolaires et d'enseignement supérieur (PSISRSES). « On a besoin d'une infrastructure de qualité, ça répond à un besoin et à une façon de faire en sorte que les élèves restent à l'école et aient un sentiment d'appartenance », déclare la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air et députée de

Brome-Missisquoi, Isabelle Charest.

« On doit une installation plus moderne à nos jeunes, autant du côté football que du côté athlétisme. J'ai essayé de promettre cela en 2018, sans savoir si ça allait fonctionner, mentionne le député de Granby et ministre de la Sécurité publique, François Bonnardel. Maintenant, les joueurs qui porteront l'uniforme des Incroyables pourront se dire qu'ils sont chez eux et qu'ils sont imbattables chez eux. » L'équipe de football juvénile de J.-H.-Leclerc jouera sur le nouveau terrain à partir de l'automne 2025.

Le directeur général du CSS du Val-des-Cerfs, Carl Morissette, a suggéré aux joueurs des Incroyables de ramener le bol d'or à leur école, avec de telles installations. « Je suis content qu'il y ait une infrastructure de cette qualité construite sur un terrain d'école. Pour moi, ç'a vraiment du sens pour que les jeunes puissent les utiliser et que ce soit disponible pour la communauté. Les écoles, c'est au cœur des communautés », ajoute-t-il.

POUR TOUS

En raison d'un investissement de 700 000 \$ de la Ville de Granby, les nouvelles installations seront disponibles à la population hors des heures de cours. Les détails de l'ouverture au public seront connus avant la fin de la réalisation du projet.

« La Ville de Granby vient boucler la boucle et nous sommes en mesure de fournir une infrastructure de qualité aux jeunes de J.-H.-Leclerc, mais également à la population », souligne la mairesse de la Ville de Granby, Julie Bourdon.

Le nouveau terrain multisports accueillera des épreuves des Jeux d'été Olympiques spéciaux Québec 2025, du 6 au 10 août 2025. Ainsi, environ 1000 athlètes vivant avec une déficience intellectuelle ou de l'autisme âgées de 12 à 70 ans y pratiqueront leurs sports et plus de 2000 personnes découvriront la nouvelle infrastructure. Ensuite, l'école J.-H.-Leclerc pourra s'en servir pour ses activités sportives et des compétitions.

Les travaux débutent à l'école secondaire Thérèse-Martin

Terrain synthétique - Les travaux en vue de l'installation d'un terrain synthétique et de la réfection de l'anneau d'athlétisme à l'école secondaire Thérèse-Martin, à à l'activité physique et au sport, en tant que vecteurs essentiels du développement des jeunes.

Le Centre de services scolaire des Laurentides unifie le secteur d'éducation des adultes

Le 5 juin dernier, le Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL) a annoncé la fusion de l'Éducation des adultes, de la Formation professionnelle et du Service aux entreprises dans le but d'optimiser les services destinés aux élèves adultes de la région.

Gabrielle Sarthou | gsarthou@medialo.ca

Il s'agit d'une restructuration majeure des services de formation pour adultes. Les différents centres et pavillons sont désormais unifiés sous une seule entité.

La fusion inclut les trois centres de l'Éducation des adultes – Des Cimes, à Sainte-Adèle, Sainte-Agathe-des-Monts et Mont-Tremblant, ainsi que le Centre de formation professionnelle — Pavillon des Sommets et Pavillon L'Horizon, l'École Hôtelière des Laurentides, et le Service aux entreprises.

Sébastien Tardif, directeur général du CSSL, a expliqué que «l'unification des forces et du savoir-faire des établissements d'enseignement destinés aux adultes comporte des gains majeurs pour tout le monde, en particulier pour les élèves. Cette importante transformation augmentera les chances de réussite des élèves adultes en créant une véritable synergie collaborative entre les membres du personnel, au profit des apprenants».

Pour sa part, le nouveau directeur du secteur adulte fusionné, Marc Bertrand, a présenté les bienfaits fonctionnels de cette fusion, ainsi que le nouvel organigramme et les grandes priorités de l'année scolaire 2024-2025. «Nous nous sommes appuyés sur des données probantes, et nous nous sommes inspirés des meilleures pratiques ainsi que des histoires de fusion réussies par d'autres centres de services scolaires, ailleurs au Québec. L'orientation stratégique de cette décision permettra de nous actualiser et d'optimiser les conditions d'apprentissage des élèves adultes», a-t-il déclaré.

Pour une meilleure continuité

Il y aura maintenant la possibilité de mettre en commun les ressources éducatives et de mener des projets conjoints entre l'éducation des adultes, la formation professionnelle, et le service aux entreprises. Par exemple, les élèves pourraient terminer leurs prérequis à l'éducation des adultes et amorcer, en même temps, un programme en formation professionnelle.

La fusion permettra d'autant plus d'avoir une continuité dans le parcours des élèves adultes qui ont des besoins particuliers, et un meilleur accompagnement tout au long de leur formation. De plus, cette fusion offrira la possibilité d'associer le programme de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC), piloté par le service aux entreprises. Par exemple, les élèves en francisation, souvent dotés de compétences préexistantes, pourraient être orientés vers des formations abrégées, étant donné leur bagage antérieur.

Le slogan de la CSSL, *Ensemble, créons l'avenir*, vise à représenter cette ambition que cette fusion pour favoriser l'épanouissement des élèves et encourager leur fierté de réussir en cultivant une vie étudiante dynamique et stimulante.

Des rénovations majeures à l'école secondaire de Valcourt

Adaée Beaulieu | La Pensée

Des travaux de rénovation majeurs ont débuté récemment à l'école secondaire l'Odyssee à Valcourt et se poursuivront pendant la prochaine année.

Il s'agit d'un investissement de près de 7 M\$ puisque les travaux seront effectués autant à l'extérieur qu'à l'intérieur des deux bâtiments qui composent l'école. Le projet est en préparation depuis environ trois ans.

Les travaux consisteront notamment à doter l'école d'un nouveau système de ventilation, de climatisation et de chauffage. Cela permettra une ventilation mécanisée dans tous les locaux des deux pavillons. Quatre classes temporaires seront aménagées dans la zone des casiers qui sera démolie. Celles-ci permettront la tenue des cours alors que quatre locaux actuels seront rénovés en même temps. À la fin des travaux, tous les locaux bénéficieront d'une cure de rajeunissement, des casiers neufs formant une aire ouverte auront été installés et une place publique aura été aménagée.

Toutefois, à la rentrée scolaire 2024-2025, les élèves ne disposeront pas de casiers.

L'enseignement sera donc fait en groupes fixes, c'est-à-dire que les élèves seront toujours installés dans la même classe et que ce sont les professeurs qui se déplaceront. Cela permettra aux élèves de déposer leurs effets scolaires à même leur local de classe.

Le secrétariat sera également reconstruit pour permettre une mise à jour en fonction des normes du Code national du bâtiment. Pour ce faire, il sera relocalisé dès cet été dans la bibliothèque pour quelques mois. Puisque le secteur actuel du secrétariat sera démoli, les élèves devront entrer dans l'école par la porte latérale, près de la Maison des aînés.

La cafétéria et la cuisine seront aussi réaménagées afin d'accueillir un concessionnaire alimentaire. À l'extérieur, un puits de géothermie sera creusé et la fondation du deuxième pavillon sera imperméabilisée.

S'ajuster à la chaleur

Les chaudes températures des derniers jours ont forcé les institutions publiques du territoire à s'ajuster afin d'éviter le pire.

Un texte de Jean-Christophe Noël
jcnoel@journaldechambly.com

Les températures élevées de la semaine dernière menaçaient d'occasionner de

« graves malaises ». La Direction de la santé publique a donc suggéré aux directions d'écoles de mettre en place des mesures pour prévenir les malaises et les coups de chaleur chez les élèves et les membres du personnel.

« Nos équipes ont tout mis en œuvre pour assurer la sécurité de tous et pour suivre les recommandations de la Direction de santé publique », soutient le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP). Par exemple, les rideaux et les stores des classes pouvaient être fermés pour limiter l'exposition au soleil. Les sorties aux jeux d'eau en cette dernière semaine d'école ont été encouragées. « Chaque école met en place des mesures d'atténuation, selon ses particularités, pour s'adapter à la situation », ajoute le CSSP. La

marche en montagne a notamment été annulée, alors que certaines écoles ont fait en sorte que les activités sportives se tiennent avant 11 h. « Il faut limiter l'activité physique intense à l'extérieur. Nos équipes en sont bien conscientes », convient le CSSP. Celui-ci souligne que plusieurs de ses écoles sont entièrement ou partiellement climatisées.

**« L'employeur a l'obligation de mettre des moyens en place pour prévenir les coups de chaleur. »
- Syndicat de Champlain**

Un syndicat à l'affut

Le Syndicat de Champlain pour le personnel enseignant et de soutien martèle que si ses membres éprouvent des symptômes ou des malaises reliés au travail dans un milieu trop chaud, ils doivent en informer leur supérieur immédiat rapidement pour que des moyens soient mis en place. En ce sens, les membres doivent remplir une déclaration d'accident et d'incident de travail. « Syndicalement, ces déclarations sont très importantes parce qu'elles nous permettent d'intervenir auprès de l'employeur avec des données solides. Rappelons-le une fois de plus : l'employeur a l'obligation de mettre des moyens en place pour prévenir les coups de chaleur », affirme le Syndicat.

CHSLD climatisés

Le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre (CISSSMC) avance que toutes les chambres de ses CHSLD, ainsi que ses salles communes (salons, cuisines, solariums), sont climatisées. « En période de canicule, une attention particulière est portée à l'hydratation des résidents, particulièrement ceux qui vont fréquemment à l'extérieur », assure Chantal Vallée, des communications du CISSSMC.

Pendant les périodes de grande chaleur, Mme Vallée dit au journal que les toiles des fenêtres et des portes situées face au soleil sont baissées pour éviter le réchauffement des pièces. « Des vérifications sont faites par notre direction de la qualité pour nous assurer que toutes les mesures recommandées sont en place pour protéger la santé de nos usagers », complète Mme Vallée.

Au moment d'écrire ces lignes, il n'avait pas été possible pour le *Journal de Chambly* de rencontrer les gestionnaires des CHSLD Saint-Joseph (Chambly) et Sainte-Croix (Marieville) dans les délais escomptés. Une rencontre a toutefois eu lieu avec Isabelle Caron, directrice des services de soutien à l'autonomie des personnes âgées au CHSLD Sainte-Croix, vendredi dernier. Plus de détails suivront.

PROJETS PRIVÉS

GROUPE MEDWAY

Le promoteur injecterait 150 M\$ dans la construction d'un bâtiment à usage mixte de 15 étages à Lévis, qui comprendrait 289 unités de logement ainsi que divers commerces spécialisés en santé. Le projet Medway Faro serait complété en 2027.

ANNEXAIR

À l'aide de 30 M\$, l'entreprise aurait comme objectif d'agrandir son usine située à Saint-Germain-de-Grantham, en y ajoutant une superficie de 14 000 mètres carrés. Les travaux débuteraient sous peu pour se terminer à l'été 2025.

LA CORPORATION COLOMBIENNE JEAN-DOLBEAU INC.

À Dolbeau-Mistassini, Maison du Bel-Âge, un établissement de 50 places en ressources intermédiaires, pourrait accueillir ses futurs résidents à l'automne 2025. Québec aurait accordé une aide financière de 16,2 M\$ pour soutenir le projet.

LE SÉMINAIRE SALÉSIEEN DE SHERBROOKE

L'école Le Salésien deviendrait plus grande grâce à des travaux estimés à 14 M\$. Ceux-ci permettraient d'ajouter un pavillon multifonctionnel de trois étages, qui inclurait laboratoires, espaces de travail et sportif puis cafétéria, et d'aménager une place centrale extérieure.

PROJETS PUBLICS

QUÉBEC-LÉVIS

CDPQ Infra souhaiterait mettre en place le Circuit intégré de transport express (CITÉ), soit un réseau de près de 100 kilomètres destiné au transport collectif, entre Québec et Lévis, qui coûterait 15,5 G\$. Tramway à Québec, voies réservées en mode SRB et tunnel en transport collectif entre Québec et Lévis : c'est ce que propose la Société.

TROIS-RIVIÈRES

Plusieurs projets d'envergure se retrouveraient dans le Programme triennal d'immobilisations 2025-2027 de la Ville. Ajout d'un collecteur pluvial sur la rue Père-Daniel (37 M\$) et construction d'un pavillon multiservice au parc Martin-Bergeron (30 M\$) y figuraient.



AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE LA DAUVERSIÈRE-ÉVANGÉLINE : UN PREMIER BÂTIMENT NEUF POUR LE CSSDM EN 50 ANS

ELIZABETH POULIOT

Dans Ahuntsic-Cartierville, arrondissement situé tout au centre et au nord de l'île de Montréal, s'amorce la construction d'un nouveau bâtiment. Le projet concerné, soit l'agrandissement de l'école La Dauversière-Évangéline, figure d'ailleurs comme la première école secondaire régulière construite depuis les cinquante dernières années par le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM).

« La construction de ce nouveau bâtiment répond à une hausse du nombre d'élèves du secondaire dans le secteur nord-ouest de notre territoire, le quartier Cartierville », indique Alain Perron, responsable des relations de presse du CSSDM. « Et il s'agit d'un troisième pavillon pour l'école La Dauversière-Évangéline. » Comptant déjà 710 élèves, selon son site Internet, l'établissement d'enseignement pourra en accueillir 600 de plus grâce à cet agrandissement.

En plus des 20 classes régulières prévues, le nouveau bâtiment, construit sur un stationnement vacant et dont l'accessibilité sera facilitée par un ascenseur, sera doté d'une classe de musique et d'une autre d'arts plastiques, d'un gymnase double, d'un carrefour d'apprentissage (bibliothèque), d'une cafétéria ainsi que d'une agora intérieure reliée à un espace extérieur aménagé. S'y trouveront aussi quatre laboratoires de sciences, dont des salles de

préparation, une salle de machines-outils et deux classes technologiques.

« Comme toutes les nouvelles constructions du CSSDM, l'école sera conçue afin d'offrir de hautes performances en matière d'efficacité énergétique », souligne Alain Perron. On installera donc dans ce bâtiment entièrement électrique des puits de géothermie, des systèmes d'aérothermie permettant la récupération de la chaleur et un éclairage DEL. L'enveloppe tout comme la fenestration seront à haute performance énergétique. Il y aura également une « réduction des îlots de chaleur grâce à une végétation abondante pour diminuer le rayonnement direct du soleil » et à la « plantation de 38 arbres et 309 arbustes pour assurer des zones ombragées », ajoute le responsable des relations de presse du CSSDM.

Du côté du design et des matériaux, l'équipe devait harmoniser le tout aux bâtiments existants ainsi qu'au quartier. « On a composé le bâtiment en deux volumes principaux : un grand, où on retrouve les classes, et un autre plus central, qui est le bloc sportif et communautaire », précise Martin Brière, architecte associé chez BGLA. « La matérialité du bâtiment a été élaborée selon la réglementation municipale et les exigences du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). On avait entre autres des enjeux de pourcentage de maçonnerie à respecter sur les façades donnant sur la rue. » Le parement sera en aluminium sur les parties hautes ou arrière du bâtiment, et les deux entrées principales seront dotées d'un soffite

en bois. « Et pour répondre à la demande du MEQ d'intégrer le bleu fleurdelysé, on a proposé une constellation de brique vernissée bleue sur l'ensemble des volumes », ajoute M. Brière. Le premier volume étant noir anthracite et le second beige gris, ce qui correspond aux couleurs des bâtiments existants, la constellation vient donc créer un lien entre les deux nouveaux volumes.

Le projet a été confié au consortium d'architectes composé de BGLA et de BTAA. L'ingénierie a été assurée par CIMA+ et GBI. Et ce sont Les constructions Lavacon inc. qui ont remporté l'appel d'offres pour la construction de l'école. Projet Paysage se chargera de l'architecture de paysage.

Le chantier a débuté à l'hiver 2024 avec l'excavation du site et le forage en vue de l'installation des puits de géothermie. Ont suivi le coffrage et le bétonnage. La construction s'amorce ce printemps et se poursuivra durant l'été. Les élèves devraient pouvoir profiter de leurs installations toutes neuves lors de l'année scolaire 2026-2027. Ce projet d'agrandissement a été rendu possible grâce à un investissement de 56 millions.

